



NPA

NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

POUR FAIRE FACE AUX SUPPRESSIONS D'EMPLOI ET A LEUR SYSTEME POURRI

LA NECESSITE D'UN TOUS ENSEMBLE !

BULLETIN NPA ENTREPRISES DU PERCHE

24 JUIN 2020

Alors qu'il ne prendra son poste de Directeur général de Renault qu'à partir du 1^{er} juillet, Luca De Meo s'est précipité à l'Assemblée générale des actionnaires, la semaine dernière, pour annoncer la couleur : « *Je me mets donc au service de ce groupe que j'aime et à votre service, mesdames et messieurs les actionnaires de Renault* ».

Voilà qui a le mérite de la clarté : un patron au service des actionnaires, qui savent pouvoir compter sur le bonhomme pour appliquer le plan de réduction des « coûts » annoncé le 29 mai.

PLAN DE CASSE CONFIRME

Le 16 juin, le Comité Central Social et Economique (CCSE) de Renault a confirmé et détaillé les 4.600 destructions d'emplois annoncées pour la France.

En tout, dans les usines, ce sont 2.100 postes de travail dont Renault envisage la suppression, auxquels il faut ajouter 1.500 postes dans l'ingénierie et 1.100 postes administratifs. Et tout ça, sans compter les milliers d'intérimaires déjà liquidés ces dernières semaines, comme si ces travailleurs n'existaient même pas.

Même reportées, les menaces qui pèsent sur les activités de Maubeuge, Dieppe et des Fonderies de Bretagne sont toujours là. La fermeture de l'usine de Choisy est toujours décidée. Et pour l'usine de Flins, c'est l'arrêt de l'assemblage des véhicules pour 2024. En sachant que pour le remplacer, en plus du déménagement de l'activité de Choisy, il n'y a que des plans fumeux qui cachent mal l'intention de la direction de fermer à terme l'usine de Flins.

MAIS RENAULT N'EST PAS UN CAS ISOLE

Airbnb, Uber, André, La Halle, Safran, General Electric, Air France, Airbus D&S, Bombardier, Hutchinson, Nokia : la longue liste des entreprises qui restructurent et licencient s'allonge

de jour en jour. Pour le seul mois d'avril, Pôle emploi a enregistré 843.000 chômeurs supplémentaires par rapport à mars ! Et Bruno Le Maire parle d'un million d'emplois supprimés dans les mois à venir.

Sans compter que les patrons utilisent déjà cette menace pour dire que les temps sont difficiles et qu'il faudrait faire des efforts, « travailler plus », accepter des salaires au rabais.

POUR NOTRE SURVIE, ORGANISER LA RIPOSTE

C'est maintenant que doit s'engager la bagarre contre les suppressions de postes et pour imposer l'interdiction des licenciements.

Il y aurait moins à produire ? Plutôt que de jeter des centaines de milliers de personnes dans la misère, il est temps de réduire massivement le temps de travail, sans réduction de salaire, pour travailler moins afin de travailler toutes et tous. Et d'embaucher massivement dans tous

les services essentiels à la société. Les actionnaires et les capitalistes peuvent payer !

Mais pour construire le rapport de force nécessaire pour briser la résistance patronale et gouvernementale, cela implique de ne plus se battre seulement entreprise par entreprise, les uns après les autres, au gré du « calendrier » des attaques patronales.

C'est à la construction d'un mouvement d'ensemble que les travailleurs doivent se préparer pour stopper l'épidémie de fermetures d'entreprises et de suppressions d'emplois.



LE BLOG DU SECTEUR AUTOMOBILE DU NPA

www.npa-auto-critique.org

Tracts, actus, infos, échanges, tout sur l'actualité des luttes dans notre secteur

Et maintenant sur Facebook



TOUS MENACES, TOUS CONCERNES

L'annonce du plan de restructuration chez Renault a donné le signal à de nombreuses entreprises du secteur: Pour elles, l'heure est arrivée de faire payer la note de la crise aux salariés !

Pendant que Senard et Le Maire tentent d'éteindre la grogne des salariés menacés par la fermeture des sites, les patrons de la sous-traitance ont ouvert le feu : 600 emplois menacés aux Fonderies du Poitou, 1.000 suppressions de postes à Hutchinson, et des dizaines d'entreprises plus petites qui vont laisser sur le carreau des milliers de salariés.

Mais comme les prestataires et les intérimaires, ceux-là n'entrent pas dans les comptes annoncés par la direction de Renault. Face à cette sous-traitance des licenciements, il faut s'unir entre tous les sites: quel que soit notre statut ou notre entreprise, nous sommes tous concernés par les mesures de restructuration et de compétitivité. Les patrons nous ont déclaré la guerre, il est temps de se coordonner pour riposter tous ensemble!

DEUX METHODES, UN MÊME OBJECTIF

Le chantage patronal à l'emploi se généralise pour rogner sur les salaires. Chez Ryanair, c'est brutal et non négociable: -20% pour les pilotes, -10% pour le personnel navigant. Chez Derichebourg Aeronautics (un sous-traitant d'Airbus), c'est pareil, mais avec un « *Accord de performance collective* », une nouveauté créée par la dernière loi Travail, au nom du « *dialogue social* ».

Le deal ? Jusqu'à 500 euros de « *sacrifices mensuels* » en échange... du report à septembre d'un plan de 700 suppressions d'emplois ! Le ministre de l'économie, Bruno Le Maire, a dénoncé la méthode de Ryanair, mais approuvé celle de Derichebourg. Le chantage à l'emploi, ça lui va, mais il voudrait juste que les syndicats soient consentants pour calmer la colère des salariés !

QUELLE VIOLENCE ?

Dernier exemple en date de la violence policière, celle de cette interpellation d'une violence inouïe de Farida, infirmière, indignée par l'arrosage de gaz lacrymogènes lors de la manifestation des soignants mardi 16 juin.

Alors que les forces de police ont obtenu en 24 heures le retrait de l'interdiction du placage d'étranglement, les soignants, eux, attendent toujours leurs augmentations de salaire et des embauches. De fait la colère du monde hospitalier s'ajoute aux autres rassemblements contre le racisme et les violences policières.

Le 16 juin les blouses blanches (en « *colère noire* ») se comptaient en dizaines de milliers dans tout le pays (plus de 300 à Dreux, plus de 400 à Chartres). Mais elles s'ajoutent également aux mobilisations contre les suppressions de postes chez Renault, comme dans tout le secteur automobile.

Une telle superposition des colères pourrait bien devenir le pire cauchemar de Macron. A nous de faire que ce soit bien le cas.

Si notre bulletin t'intéresse, n'hésite pas à le diffuser
Ou à nous contacter : npa.perche@gmail.com
Ou à joindre les diffuseurs : Tél. 06 82 44 28 63

SOLIDARITÉ

Samedi dernier, le 20 juin, la Marche des solidarités contre le racisme et pour la régularisation des sans-papiers – ces « *premiers de corvée* » pendant toute la période de confinement – a rassemblé plusieurs dizaines de milliers de personnes à Paris et dans plusieurs autres villes.

Mais cela fait aussi des semaines que le vent de colère contre le racisme et les violences policières – parti des États-Unis – se propagent dans tous les pays et en particulier en France.

Si les manifestants en France se sont identifiés à ceux des États-Unis, c'est que, ici aussi, les violences policières et le racisme d'état s'ajoutent aux violences sociales subies par l'ensemble du monde du travail et qui ont été aggravées par la crise sanitaire.

Des violences policières et un racisme encouragé l'impunité et le soutien politique tacite dont elles bénéficient de la part par de ce gouvernement.

LA SEMAINE DE 28H PAYEE 35 ! CHICHE !

Non ! Non ! L'idée ne vient pas de révolutionnaires idéalistes, pas même de partis de « *gôche* », ou de syndicats irresponsables ... Non ! Simplement de la « *Convention Citoyenne pour le Climat* », ces 150 français tirés au sort.

Ils ont tout simplement émis une idée de bon sens : s'il y a des chômeurs, que des salariés sont épuisés de trop de travail, et que des richesses sont produites et rapportent de l'argent au point que certains peuvent accumuler des milliards d'euro ... Et bien, il faut diminuer le temps de travail et établir la semaine de 28h pour le même salaire.

Gageons que le gouvernement, à la merci du grand patronat ne l'acceptera pas. Alors, ce sera sûrement à nous de l'imposer, et pour ça, 1h de grève de temps en temps ne suffira sûrement pas. Préparons-nous à un vrai Tous Ensemble

AIR FRANCE ... RENAULT ... LE COVID A BON DOS

L'État a accordé sept milliards d'aides à la compagnie aérienne sous forme de prêts garantis, sous réserve de « *réformes structurelles sur la maîtrise des coûts et des efforts de productivité* ».

Message reçu cinq sur cinq par la direction d'Air France, qui annonce un plan avec à la clé jusqu'à 10 000 licenciements, surtout parmi les travailleurs les plus âgés avec les salaires les plus élevés.

Air France veut surtout se dépêcher de profiter du trou d'air de la crise sanitaire pour faire passer ces « *efforts de productivité* » qui étaient dans les cartons depuis longtemps, pour mieux préparer l'avenir : les mêmes prévoient un doublement du trafic aérien d'ici 2040...

Et à Renault ? c'est 5 milliards de prêt cautionnés par l'état ... Et c'est 15 000 suppressions d'emplois, dont 4600 en France d'annoncés ... pour 25 milliard de bénéfices accumulés ces dix dernières années !

Combien de temps allons-nous les laisser faire ? Les arrêter dans la casse de nos emplois ne dépend que de notre détermination !